

FRANCE

“S’ils me tuent, des milliers se lèveront”

GÉRALD ANDRIEU

Ferme « Je dis que la République passe avant l’islam, et c’est vécu comme une trahison », explique Zineb El Rhazoui.

Il faut que l’islam se soumette à la critique, qu’il se soumette à l’humour, qu’il se soumette aux lois de la République, qu’il se soumette au droit français. » Les propos de la journaliste Zineb El Rhazoui sur CNews ont suscité un torrent d’injures et de menaces sur les réseaux sociaux.

Aviez-vous imaginé les réactions qu’allaient engendrer cette phrase et notamment ce verbe, « soumettre », qui a une résonance particulière pour les musulmans?

Zineb El Rhazoui Je ne me suis même pas posé cette question. Comme je ne me suis jamais demandé non plus : « Et si, à *Charlie Hebdo*, on avait dessiné le prophète plus souriant, que se serait-il passé? » Il n’y a pas de négociation terminologique ou intellectuelle à avoir avec des gens qui veulent vous punir de mort. Et puis mes propos – je suis navrée – sont en fait très anodins. Se retrouver menacée pour avoir dit de telles banalités, ça démontre que mon diagnostic est lucide, que mon combat est juste, que j’ai poussé cette frange de la population extrêmement dangereuse à montrer son vrai visage.

Vous voyez, dites-vous, dans « cette campagne de haine » le signe qu’il y a dans notre pays « un abcès qu’il faut crever » ?

Z. E. R. Il est temps qu’on arrête de se mentir. Il y a des gens parmi nous – puisque ce sont nos compatriotes – qui, en m’entendant, se sont dit : « Il faut lui mettre une balle entre les deux yeux. » Il y a une partie de la population qui trouve ce raisonnement-là tout à fait normal, qui

estime que l'islam est supérieur à tout, qu'ils ne doivent se soumettre à personne, sauf à Allah. Une partie de la population qui non seulement ne se sent pas française, mais ne souhaite pas se sentir française, et trouve même que c'est mal de se sentir français.

Il est d'ailleurs temps d'arrêter de dire que, si ces gens ne se considèrent pas comme des citoyens français à part entière, ce serait à cause des Blancs, de la colonisation, etc. Il est temps qu'on arrête de considérer nos compatriotes musulmans comme des enfants, des faibles congénitaux, des gens dont on devrait attendre moins que ce qu'on attend du reste de l'humanité. Tous ceux qui, à gauche notamment, ont ce travers-là sont en fait des racistes. Leur différentialisme culturel me choque. Pour ma part, je considère nos compatriotes musulmans comme des égaux, comme des gens pour qui j'ai les mêmes exigences que pour toutes les composantes de la société française.

Sous surveillance A New York, lors du Sommet mondial sur les femmes, le 6 avril 2017. « Aujourd'hui, le moindre de mes déplacements doit être préparé.

»

Au-delà du fond, vous estimez que ce qui dérange vos détracteurs, c'est aussi votre personne. Vous seriez, dans leur logique, une « traître à votre race » ?

Z. E. R. Cette hargne est en effet due à ma personne, à ma gueule, à mon ton. Parce que je suis femme, parce que je suis née et que j'ai grandi au Maroc, parce que je suis apostate. Parce que je suis libre, que je bois, fume et me maquille. Parce que j'ai décidé d'échapper au joug de la domination collective que ces gens-là voudraient imposer à toute la communauté musulmane. Dans leur esprit, je n'aurais pas dû tenir des propos pareils. Pour eux, je ne suis autorisée qu'à porter un foulard sur la tête, à dire « wesh cousin » et jurer sur « le Coran de La Mecque ». Mais, puisque je ne suis pas dans ce schéma-là, puisque je dis que la République passe avant l'islam, c'est vécu comme une trahison.

Cette campagne de menaces de mort et de viol est la deuxième que je connais en quelques mois. Il y en a eu une similaire en septembre. Déjà, à l'époque, j'avais été choquée par le racisme des propos tenus contre moi : la « bougnoule », la « blédarde ». Ces gens-là me disent de rentrer au Maroc, moquent mon accent. L'un d'entre eux était exaspéré que je dise « nous »

pour parler des citoyens français. En fait, ils me reprochent d'être intégrée, tout en considérant que je ne suis pas digne de l'être, puisque pas née en France. Parce que, pour eux, il existe des sous-races auxquelles j'appartiendrais en tant que « blédarde ». Ils se plaignent d'être victimes du racisme, mais ils sont eux-mêmes extrêmement racistes.

Ils sont imbibés par le communautarisme, par l'indigénisme qui est quand même la seule pensée qui, aujourd'hui en France, ose introduire l'argument biologique dans le débat public. Ses militants parlent de « racisés », organisent des rassemblements où les Blancs – forcément coupables et méchants – sont interdits, classent la société par couleurs de peau. Ces gens-là sont quoi, sinon des racistes ?

Le soutien de certains vous a-t-il manqué?

Z. E. R. J'ai reçu un soutien incommensurable de la part d'anonymes qui m'ont dit des phrases qui m'accompagnent : « Nous sommes des bataillons silencieux derrière vous, Zineb », « Nous ne laisserons pas passer l'islamisme », etc. Les gens connus sont évidemment ceux qui se mouillent le moins... Et du côté des politiques, ils n'ont pas été nombreux, il faut bien le dire. Ce sont d'abord des responsables de droite, comme Eric Ciotti, Laurent Wauquiez, Valérie Boyer ou Nicolas Dupont-Aignan, qui se sont exprimés – par un tweet, ça ne coûte pas cher non plus, mais, symboliquement, ça compte tout de même. Et puis quelques politiques de gauche ont aussi pris position : Olivier Faure, Bernard Cazeneuve, Manuel Valls, Jérôme Guedj, Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann ou Djordje Kuzmanovic [NDLR : récent démissionnaire de La France insoumise].

Et du côté de l'exécutif ?

Marlène Schiappa a fait un tweet. Mais lorsqu'on est au gouvernement, on ne peut pas se contenter d'un message sur Twitter, le soutien doit se matérialiser par des actes concrets...

Ce qui me chagrine le plus, c'est tout de même la complaisance passive de la gauche pour ce genre de comportement. Parce que, ce faisant, elle brade ses valeurs historiques que sont la liberté, l'égalité, l'universalisme. Une complaisance que l'on retrouve chez ces médias distributeurs d'étiquettes de fréquentabilité qui ont pu fermer hermétiquement leurs colonnes à moi ou à d'autres, mais qui n'ont aucun problème à les ouvrir à des gens comme Marwan Muhammad du Collectif contre l'islamophobie en France. Certains journaux ont adoubé les idées indigénistes en n'acceptant pas que l'on puisse critiquer l'islam. On peut respecter les musulmans qui se montrent dignes de respect, mais il n'y a aucune injonction à respecter l'islam, ni aucune autre religion ou philosophie. Est-ce que ces journalistes se rendent compte

qu'ils trahissent leurs lecteurs et leur ligne éditoriale et, par là même, le peuple français et nos idéaux?

"ILS ME HAÏSSENT PARCE QUE JE SUIS FEMME, LIBRE, PARCE QUE JE BOIS, FUME ET ME MAQUILLE »"

Finit-on par s'habituer aux menaces?

Z. E. R. Je ne m'habituerai jamais, jamais, jamais à ça. Au même titre que je ne me suis jamais habituée au fait que, en tant que femme, j'étais considérée au Maroc comme un citoyen inférieur. Jamais. Si nous nous habituons aux menaces, nous sommes foutus. Il est au contraire grand temps d'isoler cette minorité française, de désigner les ouvreurs de portes de l'islamisme, tous ces gens qui ont pourri le débat, semé la discorde, disséminé la haine dans notre société. Il nous faut les combattre en réintroduisant du lien, de l'humain et du fraternel entre nous, qui avons été trop longtemps divisés par leur pensée. Qu'on leur dise qu'on ne laissera pas faire et que, même s'ils me tuent, des centaines, des milliers d'autres se lèveront à ma place pour affirmer la même chose. Que nous ne voulons pas de leur poison qui peut amener à plus de sédition, plus d'affrontements, comme le poussent à le faire, ensemble, islamistes et extrême droite.

Vous êtes sous protection policière depuis près de quatre ans. Comment travaillez-vous et vivez-vous aujourd'hui ?

Z. E. R. A *Charlie*, j'étais reporter, la journaliste au sac à dos. Aujourd'hui, accompagnée de policiers, concrètement, c'est compliqué. Je ne peux plus faire de reportage en toute liberté. La moindre de mes sorties doit être préparée, le moindre déplacement est collectif. J'essaie néanmoins de vivre normalement, de ne me priver de rien. Il y a pourtant des choses simples que je ne fais plus. Comme déambuler dans les rues de Paris, marcher sans itinéraire – c'était un de mes grands plaisirs dans la vie. Je ne peux plus non plus appeler un copain ou une copine, leur proposer à l'improviste de boire un café et sauter dans un jeans pour les retrouver. Mais j'ai la chance de vivre dans un pays qui fournit une protection policière à ses citoyens menacés. Cette protection est payée par le contribuable, c'est un service public fourni par la police nationale avec un grand professionnalisme, je ne l'oublie pas. Mais ce n'est pas ma petite personne qui est protégée, c'est ma liberté d'expression, notre liberté d'expression. Je pense à mes confrères étrangers qui travaillent parfois sur les mêmes sujets dans des pays musulmans et ne bénéficient pas de cette assistance-là. Les journalistes laïques sont légion au Pakistan, en Egypte, au Maroc, en Algérie, en Turquie... Des gens qui ont perdu leur travail croupissent en prison ou ont été tués.

J'ai donc encore moins le droit de me taire. Je me dois de continuer à dénoncer le fait que des gens aujourd'hui nous menacent de mort, tout en nous expliquant que ce sont elles les victimes. Les victimes, ce sont mes collègues de *Charlie*, ce sont les enfants morts à Nice, c'est moi qui suis menacée, c'est le peuple français qui annule des manifestations artistiques. Pas nos persécuteurs.

CE N'EST PAS MA PETITE PERSONNE QUI EST PROTÉGÉE, C'EST MA LIBERTÉ
D'EXPRESSION

L'Express - mercredi 26 décembre 2018